

Pour les missions Pour les réseaux Il faut embaucher !

Le mensonge de Cahuzac remet sur le devant de la scène la grande fraude et l'évasion fiscale. Comment, au fil des années, des centaines de milliards échappent à l'impôt et creusent les déficits. Déficits qui servent de prétexte aux politiques d'austérité que subissent les populations.

Aujourd'hui les actifs financiers dans les paradis fiscaux sont estimés à 25 000 milliards de dollars selon l'ONG Tax Justice Network. Et ce ne sont que les actifs financiers. Pour être complet il faudrait rajouter les investissements matériels qui vont de l'immobilier aux yachts, des oeuvres d'art aux écuries de courses... C'est un système tout entier : les grandes entreprises, les banques, les grandes fortunes ont toutes organisé leur prospérité en passant par l'offshore. Selon la même ONG les îles Caïman sont le 4ème centre financier mondial.

Selon CCFD-terres solidaires (une ONG française) les 7 plus grandes banques françaises ont 547 filiales dans des paradis fiscaux. La BNP-Paribas et le Crédit agricole passent par exemple par les îles Vierges britanniques, les îles Samoa ou Singapour.

Antoine Peillon dans son livre « les 600 milliards qui manquent à la France » affirme, qu'en France l'évasion fiscale des particuliers et des entreprises s'élève au minimum à 590 milliards d'euros dont 108 en Suisse.

Les sénateurs évaluent également la fraude fiscale au minimum à 50 milliards par an. Cette estimation semble faible au regard de l'évaluation de la fraude dans l'Union européenne évaluée à 1 000 milliards d'euros.

Tous ces chiffres donnent le tournis mais ils montrent une chose : l'argent existe. Via des montages parfois complexes et avec l'appui de conseillers en tout genre, les possédants comme les grandes entreprises passent leur temps à construire des montages pour payer toujours moins d'impôt et échapper ainsi au développement égalitaire de notre société et à la satisfaction des besoins sociaux.

Au sein même de l'Union européenne le secret bancaire est toujours d'actualité au Luxembourg et en Autriche. Tel pays pour les particuliers et tel autre pour les entreprises font que l'Europe est mitée de paradis fiscaux (Irlande, Grande Bretagne, Belgique, Chypre, Malte, Lettonie, Lituanie, Monaco...). La transparence bancaire ne suffira donc pas.

Ce ne sont pas les mesures que vient de prendre le gouvernement qui vont permettre d'inverser la tendance. La création de 50 emplois d'inspecteurs des finances publiques, de 50 magistrats et 50 policiers spécialisés dans les affaires financières, est pour le moins insuffisante.

**Cette situation ne peut plus durer.
Des mesures urgentes doivent-être prises :**

- ✓ **levée du secret bancaire et échanges automatiques ;**
- ✓ **établissement d'une liste des paradis fiscaux correspondant à la réalité ;**
- ✓ **interdiction aux entreprises et aux banques de détenir des succursales dans les paradis fiscaux ;**
- ✓ **imposition en France dès qu'un paradis fiscal est interposé.**

Montreuil, le 23 avril 2013

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr • dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

Mais cela ne suffira pas car la DGFIP est mise à mal par les réformes successives et les suppressions d'emplois.

Entre 2002 et 2010 le nombre de contribuables a augmenté de 10%, celui des entreprises de 31%, les dépenses de l'Etat payées par la DGFIP ont elles augmenté de 20% et celles du secteur public local de 60%.

Pendant ce temps, les contrôles fiscaux des entreprises stagnent autour de 51 000 par an.

Depuis 2000, ce sont pas moins de 25 000 emplois qui ont été supprimés et la loi de programmation des finances projette 2400 suppressions pour 2014 et autant pour 2015.

D'un côté les charges augmentent, la fraude progresse

et de l'autre les effectifs fondent rendant de plus en plus difficile l'accomplissement des missions et dégradant, fortement, les conditions de travail.

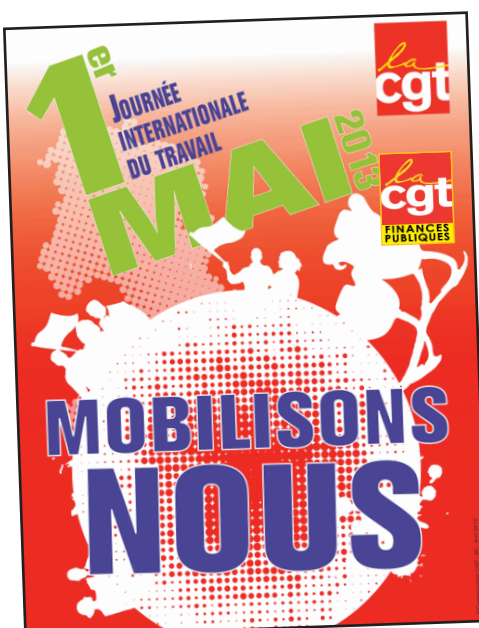
Tous les services détiennent des informations susceptibles d'être exploitées dans le cadre de la lutte contre la fraude, les services de gestion comme ceux d'expertise.

Il y a donc urgence pour :

- ✓ **arrêter les suppressions d'emplois ;**
- ✓ **faire un bilan contradictoire des réformes successives et des fermetures de trésorerie ;**
- ✓ **décider d'un plan de réimplantation des emplois ;**
- ✓ **une gestion qualitative et non plus uniquement quantitative du contrôle.**

Pour cela il faut stopper la démarche stratégique qui va aggraver la situation et dans la sphère du contrôle retirer l'application Rialto investigations.

La DGFIP est sous le feu de l'actualité. La CGT Finances Publiques fait des propositions. Débattons en dans le cadre unitaire le plus large possible et construisons la mobilisation pour inverser la tendance !



Journée internationale du travail

Un 1^{er} Mai de solidarité et d'exigences.

En France et dans le monde

Pour le progrès social, mettons les pieds dans le plat !